

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3335 - MERCREDI 3 OCTOBRE 2018

FISCALITÉ

Réforme en perspective du code des impôts



Les membres du comité de pilotage

Le code général des impôts est en voie d'être réformé afin de s'arrimer aux mutations intervenues dans le secteur. Le cabinet chargé d'élaborer le nouveau document et le livre des procédures fiscales vient de publier sa première copie. Le comité de pilotage souhaite « un nouveau code moderne, incitatif et s'inspirant des réformes déjà initiées dans certains pays de la zone Cémac et de l'espace Ohada. Il est de même question d'unifier, dans les divers textes fiscaux non codifiés tels l'impôt global forfaitaire, la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur les transferts de fonds, le régime de la propriété foncière ».

Page 3

URBANISME

Le Congo à la vice-présidence de la Fédération des architectes francophones d'Afrique



La photo de famille DR

À l'issue d'une assemblée générale tenue en Côte d'Ivoire, l'institution a renouvelé ses instances dirigeantes. Le secrétaire général de l'Ordre des archi-

tectes du Congo, Gervais Aurélien Dibantsa, a été élu vice-président chargé de l'insertion des jeunes architectes. Page 5

CULTURE

Le Royaume Kongo à l'honneur



Une vue des officiels

Les travaux du colloque international sur le Royaume Kongo ont été ouverts hier au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, en présence du Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba. Il est

question de se remémorer l'histoire de ce vaste royaume qui s'étendait sur le Congo, le Gabon, l'Angola et la République démocratique du Congo, créé par Nimi Lukeni, bien avant l'ère coloniale. Page 16

SANTÉ

Le système LMD élargi aux paramédicaux Page 5

Éditorial
Kongo

Page 2

EDITORIAL

Kongo

Ce à quoi nous avons assisté hier et assisterons aujourd'hui encore, dans l'enceinte du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, n'est pas seulement la réécriture, la restauration de la très longue Histoire d'un des plus puissants royaumes de l'Afrique noire. C'est aussi, sans doute, la naissance d'une réflexion sur la réunification de cette partie du continent qui prendra certainement de l'ampleur dans les années à venir.

Le colloque sur l'Histoire du Royaume Kongo déchiffre, en effet, avec précision, les us et les coutumes, les modes de vie, les langues et les traditions, les événements qui ont marqué la vie de cette vaste région tout au long des siècles précédents. Mais il montre aussi à quel point la constitution progressive de cette communauté humaine avait permis de nouer entre les peuples frères des liens étroits, profonds qui, eux-mêmes, protégeaient la paix collective. Et il rappelle que cette unité a été détruite lorsque des nations étrangères à l'Afrique entreprirent de coloniser le golfe de Guinée, puis le Bassin du Congo afin d'en exploiter les immenses richesses naturelles, élevant du même coup les barrières artificielles qui ont morcelé des peuples jusqu'alors unis.

L'enseignement qui se dégage dès à présent des échanges en cours, dans le cadre du colloque sur le Royaume Kongo, est bien celui du rôle essentiel que peut jouer la restitution de l'Histoire dans la recherche de la paix et du développement durable à venir. Et c'est très précisément ce qu'ont affirmé, d'une façon ou d'une autre, les orateurs qui se sont succédé sur la tribune hier matin sous les applaudissements chaleureux des très nombreuses personnalités – ministres, diplomates, universitaires – venues participer à la séance d'ouverture en soulignant les liens historiques et culturels qui unissent les peuples de l'Afrique centrale depuis des siècles, voire même des millénaires.

Relier le présent au passé afin de mieux préparer l'avenir, tel est le but que se sont fixés les organisateurs du colloque sur l'Histoire du Royaume Kongo. L'on ne peut que s'en réjouir et faire en sorte que de l'échange des idées sortent les projets précis qui permettront d'accélérer le processus d'intégration régionale.

Les Dépêches de Brazzaville

FINANCES PUBLIQUES

Présentation du nouveau cadre juridique et du système intégré de gestion

Le document est rendu public à la faveur d'un atelier qui se tient du 1er au 3 octobre à Kintélé (banlieue nord de Brazzaville), dans le cadre de la réforme des régies financières en République du Congo initiée par le ministère de tutelle.



Photo de famille des participants (Adiac)

Le nouveau cadre juridique et du système intégré de gestion des finances publiques vise la réforme, l'informatisation et l'interconnexion de toutes les régies financières afin de simplifier, moderniser et sécuriser la collecte des recettes et l'exécution des dépenses de l'Etat. Cette ambition s'est concrétisée par la mise en œuvre du projet de réforme du système d'information dont le système intégré de gestion des finances publiques est un maillon essentiel. Ce nouveau projet est le pendant informatique du nouveau cadre d'exécution budgétaire. Son implémentation complète per-

mettra au Congo de faire un bond important dans la modernité, en ce qui concerne l'élaboration du budget, son exécution en recettes et en dépenses ainsi que la maîtrise de l'information financière échangée entre les différentes institutions, notamment le gouvernement, le parlement, la Cour des comptes et de discipline budgétaire, etc. Ouvrant les travaux de l'atelier, le directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget, Henri Loundou, a appelé les participants à faire preuve d'assiduité afin que les trois sessions consacrées à cette rencontre aboutissent aux objectifs

envisagés. Il a également remercié la Banque mondiale à travers le projet de réformes intégrées du secteur public qui ne cesse d'apporter un soutien multiforme aux actions de modernisation des systèmes d'information au Congo. Pendant trois jours, les participants à ce séminaire suivront une douzaine de thèmes liés à la nouvelle chaîne de la dépense des finances publiques, au nombre desquels la présentation synthétique de la portée de la réforme des finances publiques, du cadre juridique de gestion.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominiq Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FISCALITÉ

Les enjeux de la révision du code général des impôts

L'exécutif souhaite introduire dans la législation fiscale des « bonnes pratiques », conformes aux directives de la Cémac (Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale) mais ces mesures incitatives aux investissements n'entreront pas en vigueur avant 2020.

Le cabinet en charge de rédaction du code général des impôts et du livre de procédures fiscales a rendu sa première copie, le 27 septembre dernier, à Brazzaville. En effet, les experts du cabinet Ernst et Young devraient corriger les failles de l'actuel code, dont les dispositions sont considérées « obsolètes », « contradictoires » et « incohérentes ».

Ils doivent concevoir, en lieu et place des anciennes dispositions, des chapitres innovants de nature à favoriser l'investissement et de proposer un livre de procédures fiscales qui prend en compte les objectifs poursuivis par les autorités fiscales. Le terme « bonnes pratiques » figurera dans le socle

de la nouvelle législation.

Les membres du comité de pilotage ont insisté pour que « soit proposé un nouveau code résolument moderne, incitatif et s'inspirant des réformes déjà initiées dans certains pays de la zone Cémac et de l'espace Ohada. Il est de même question d'unifier, dans les divers textes fiscaux non codifiés tels l'impôt global forfaitaire, la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur les transferts de fonds, le régime de la propriété foncière... »

Les travaux de l'actualisation du texte évoluent, a assuré le consultant, estimant que la nouvelle loi fiscale pourrait entrer en vigueur au plus tard le 1er janvier



2021. Dans un contexte de crise économique et financière, l'Etat congolais espère accroître ses ressources fiscales, tout en gardant son fisc favorable aux opérateurs économiques.

La crise actuelle devait constituer une opportunité à saisir pour changer le « cap » de la politique fiscale du Congo, ont rappelé récemment les partenaires de la Banque mondiale dans un rap-

port. Ils suggèrent à l'appui une fiscalité « contracyclique ». Ce modèle d'administration « efficace » pourrait apporter des tendances inverses de celles du cycle économique conjoncturel.

Fiacre Kombo

ENTREPRENEURIAT

Les jeunes congolais appelés à s'imprégner des métiers de la terre

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, a rappelé, le 29 septembre, la nécessité pour les jeunes d'apprendre « avec pragmatisme » des métiers du secteur agricole en s'inspirant du modèle rwandais.

Le Congo avait participé, les 20 et 21 août dernier à Kigali, la capitale du Rwanda, à la Conférence régionale initiée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union africaine (UA) et le gouvernement rwandais. Placée sur le thème « Les jeunes dans l'agriculture comme solution pour mettre fin à la faim et à la pauvreté en Afrique : s'engager dans les technologies de l'information et de la communication ainsi que dans l'entrepreneuriat », cette conférence a connu la participation des jeunes évoluant dans le secteur agricole de plus de quarante pays africains.

De retour au pays, la délégation congolaise a organisé un symposium sur la restitution des conclusions issues de cette rencontre. En effet, cette restitution de Brazzaville visait, entre autres, à promouvoir un cadre d'échanges interactifs entre les jeunes sur les questions agropastorales et susciter un esprit d'éveil agropastoral en vue de promouvoir l'autosuffisance alimentaire au Congo. Ainsi, les participants au symposium ont suivi des témoignages des jeunes congolais qui émergent



dans les métiers de l'agriculture. Selon la ministre en charge des questions de jeunesse, la conférence de Kigali intègre la vision de l'agenda 2063 de l'UA qui place les jeunes au centre du développement de l'Afrique. L'objectif principal était, d'après Destinée Hermella Doukaga, la promotion des métiers du secteur agricole dans l'environnement juvénile, en favorisant les échanges entre les décideurs et partenaires afin d'établir un lien sur les connaissances et les meil-

leurs pratiques. « (...) la délégation congolaise de retour au pays, juge opportun de stimuler, à travers cet atelier de restitution, l'engagement et l'intérêt des jeunes pour l'agriculture

secteur agro-alimentaire des services liés au marché. Cela pour attirer et maintenir les jeunes dans ce secteur afin de stimuler la création d'emplois et promouvoir un nouvel essor de ce secteur re-

FAO au Congo, rappelant que la Conférence régionale de Kigali a permis à cette agence onusienne de repositionner la question de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole en Afrique.

Recommandations et résolutions de Kigali

Les participants à la réunion de Kigali avaient, entre autres, recommandé aux gouvernements d'inclure les jeunes dans la planification, la conception et la formulation des politiques et d'injecter des investissements dans toute la chaîne des valeurs au niveau de l'agrobusiness. Ils devraient aussi renforcer les mécanismes d'octroi des finances ; appuyer les jeunes dans la création d'une plate-forme qui les réunit ; augmenter les technologies innovantes ; élargir les approches de renforcement des capacités afin de bien encadrer les jeunes ; élargir le réseau numérique pour le suivi et l'évaluation.

Avoir une politique agricole dirigée par des jeunes ; numériser la conférence ; appuyer la vision des jeunes par la formation ; renforcer l'environnement industriel ; accompagner les jeunes entrepreneurs ; valoriser l'image de l'agriculture sont les résolutions qui ont été prises par les participants.

Parfait Wilfried Douniama

comme solution durable pour l'éradication de la pauvreté en République du Congo. Car il est temps que la population en général, et les jeunes en particulier, s'imprègnent avec pragmatisme des métiers de la terre en s'inspirant du modèle rwandais », a-t-elle indiqué.

Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Anthony Ohemeng Boamah, a rappelé que la FAO encourage davantage les investissements publics et privés dans le

Des jeunes partageant leur expérience/Adiac connu comme grand pourvoyeur d'emplois. « Aujourd'hui, l'on sait suffisamment que le facteur clé pour l'amélioration des perspectives d'emplois pour les jeunes dans le secteur de l'agriculture est l'accès au financement, à la formation à la terre, aux technologies de l'information et de la communication et l'accès au marché. Je suis convaincu que nous pouvons faire mieux ici en République du Congo », s'est-il exprimé, au nom de la représentante de la

DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

La route Diosso-Loango en voie d'être aménagée

Le tronçon long de douze kilomètres a été visité récemment par la ministre Arlette Soudan-Nonault, dans le cadre du projet de la Route de l'esclave qui vise à restaurer ce lieu de mémoire où s'est patiquée la traite négrière.

La pose de la première pierre de construction de la Route de l'esclave a eu lieu en 2002 mais jusqu'à ce jour, les travaux n'avaient jamais débuté. C'est finalement le 3 juillet dernier qu'ils ont été lancés et l'inauguration de la stèle a eu lieu le 23 juillet, une date référentielle parce qu'elle marque l'abolition de l'esclavage prononcée par l'Unesco.

Arlette Soudan-Nonault, alors ministre du Tourisme et des loisirs, avait comme priorité après la prise de ses fonctions, la constitution du circuit touristique de la Route de l'esclave, en partant de Loutété jusqu'à Loango. Le but étant d'en faire une destination touristique mondiale. Pour ce faire, elle avait fait part de ce projet au directeur de Total Congo de l'époque. La société Total a finalement porté ce projet. Une étude de faisabilité a été faite par le Centre d'études de civilisation Loango en ce qui concerne l'aménagement de cette route dans sa composante Diosso-Loango, avec point de départ le nouveau musée de Diosso et point d'arrivée la stèle de Loango. Au terme de celle-ci, il a été démontré que cette route pouvait se réaliser. Cependant, beaucoup reste encore à faire.

C'est dans ce contexte que la ministre du Tourisme et de l'environnement s'est rendue sur les lieux pour voir ce qui s'est déjà fait.

A propos, le gouvernement, par le biais du ministère du Tourisme, travaille avec la préfecture du département du Kouilou pour l'ouverture d'une voie d'accès autre que celle existante, parce que le terrain est assez fragile et il y a l'emprise de l'eau qui crée des érosions sur les fronts de berges. Par ailleurs, il est recommandé de préserver les écosystèmes fragiles.

« Nous sommes en train de monter un plan d'aménagement (...) Ce territoire paraît banal pour les nouvelles générations mais en fin de compte, c'est un lieu de grande histoire qui n'appartient pas qu'au Congo mais également à l'histoire de l'Afrique et à celle de l'humanité tout entière. Nous sommes ce qu'on appelle un centre de départ, nous ne sommes pas un centre de transit. Nous partons de Brazzaville du côté de Yoro en suivant le Chemin de fer qui nous a conduits jusqu'à cette baie, ce qui est une triste histoire pour nous aujourd'hui. Si nous voulons nous projeter vers l'avenir, il nous faut savoir qui nous sommes, qu'est ce qui nous est arrivé pour ne pas que cela se reproduise », a déclaré Arlette Soudan-Nonault.

Pour le conservateur et expert, Frédéric Pambou, le circuit de 12 km entre Diosso et Loango est bien établi. Il y a des pan-



La Route de l'esclave

neaux de signalisation, des paillotes, des panneaux descriptifs qui racontent à chaque point ce que cette odyssee a été pour tous les peuples d'Afrique noire.

Quant à la stèle rénovée, Frédéric Pambou a indiqué que la difficulté a été de respecter les canaux traditionnels pour relever l'ancienne stèle, vu que l'ossature de fer n'existait pas car celle-ci pouvait à nouveau tomber. « Ce qu'il nous faudra à l'avenir, c'est d'y mettre un panneau descriptif pour raconter l'histoire de cette stèle, parce que nous n'avons que reproduit ce qui est écrit avec toutes les fautes que vous voyez (...), nous avons construit cette stèle avec le matériel roc (...) Au

regard de cette stèle mémorielle, vous avez là trois événements en un événement... Il y avait le Loango français, le Loango anglais et le Loango portugais », a-t-il expliqué. Parlant de l'histoire, le conservateur a rappelé que Loango était la première ville de la côte congolaise (1889-1923), administrée par Albert Dolisie qui a créé la circonscription du Kouilou-Niari dans le Congo-français. C'est par là que devait passer la voie de pénétration pour l'intérieur du Congo, précisément là où il y a la fameuse piste des caravanes. Lorsqu'officiellement il y a le décret qui crée la ville de Pointe-Noire en 1921, deux ans après, Loango a cessé d'être le chef-lieu de la subdivision de ce qu'on appelait

à l'époque le Kouilou. Frédéric Pambou a signifié qu'officiellement, environ deux millions d'esclaves ont été embarqués à partir de ce lieu. Un chiffre qu'il juge minoré pour la simple raison que ce lieu n'est que le port d'embarquement mais ces esclaves venaient de loin et il y avait la jonction entre la traite transatlantique pratiquée par les Occidentaux et la traite arabe. A titre de rappel, la traite a commencé en 1502 jusqu'en 1848 et même plus tard.

Avant de regagner Brazzaville, la ministre du Tourisme et de l'environnement, accompagnée du préfet du département du Kouilou, Paul Adam Diboulou, a visité le pont du Bas-Kouilou.

Bruno Okokana

LIQUIDATION TOTALE SUR TOUTE
LA COLLECTION DE VOS CHAUSSEURS

-75%

95.000 FCFA

+ CADEAUX
1 EMBOUCHOIR OFFERT

L'ONIRUATI
201 Avenue Jean-Baptiste Pointe Noire (Bas-Congo)
Tel: 01 49 79 91 06-550 14 00

FÉDÉRATION DES ARCHITECTES FRANCOPHONES D'AFRIQUE

Le Congo élu à la vice-présidence chargée de l'insertion des jeunes

Le pays a été hissé à travers l'Ordre des architectes du Congo (OAC), à l'issue de l'assemblée générale tenue le mois dernier à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

La Fédération des architectes francophones d'Afrique (Fafa) vient de renouveler ses instances dirigeantes. Ainsi, la présidente sortante, l'Ivoirienne Sehinabou Yolande Doukouré, a été confirmée à la tête d'un Conseil de sept membres pour un nouveau mandat de trois ans. Le Congolais Gervais Aurélien Dibantsa a, quant à lui, été élu au poste de vice-président chargé du genre et de l'insertion des jeunes architectes. La vice-présidence chargée de la communication, de la culture et de la promotion de l'architecture, est confiée à la Tunisie, alors que le Togo est chargé de l'éducation et de la formation continue. Le Burkina Faso assure la vice-présidence chargée de l'éthique, de la discipline et de l'arbitrage et le Sénégal celle chargée des relations avec les organisations nationales et internationales. Le Niger a, de son côté, arraché le secrétariat général.

Autre décision prise au cours de cette réunion qui a connu la participation de deux pays d'Afrique centrale seulement (Les deux Congo), le transfert du siège de la Fafa de Tunis (Tunisie) à Agblagandan (commune de Sèmè-Podji), au Bénin. En effet, opposé à ses homolo-

gues de la Côte d'Ivoire et de la République démocratique du Congo (RDC), l'Ordre des architectes et des urbanistes du Bénin a décroché le siège de cette institution.

Désormais représentant du Congo au niveau de la Fafa, le secrétaire général de l'OAC, Gervais Aurélien Dibantsa, a indiqué que cette structure va se retrouver très bientôt à Cotonou, au Bénin, pour mettre en place sa feuille de route. S'agissant de la situation au niveau national, il a invité les architectes congolais à la prise de conscience car, a-t-il dit, personne ne peut faire la promotion de leur corporation. « Chez nous, on dit souvent que le ridicule ne tue pas. Si nous restons dans cette dynamique, nous n'allons pas avancer. Au contraire, nous devons nous rendre compte de nos erreurs, de nos faiblesses pour que nous nous relevons. À Abidjan, c'est avec beaucoup de gêne, de honte, de consternation que nous avons constaté que les architectes du Congo-Brazzaville ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes », a déclaré celui qui s'en chargera des architectes diplômés ayant moins de 40 ans au niveau de la Fafa.



Plaidoyer en faveur de l'OAC

Chef de la délégation congolaise, le président de l'OAC, Antoine-Béli Bokolojoué, a profité de cette occasion pour demander l'intervention de la Fafa auprès des autorités de son pays afin de faciliter l'émancipation des architectes nationaux. Il a reconnu que le Congo est encore très loin par rapport aux autres pays d'Afrique de l'ouest, australe et du Maghreb. « J'étais choqué de me rendre compte que dans toutes les organisations internationales liées à l'aménagement et à l'architecture, les Congolais n'avaient aucun poste. C'est ce plaidoyer qui nous a permis d'obtenir la vice-présidence. J'ai également demandé aux instances internationales s'occupant de l'ar-

chitecture d'intervenir au niveau de nos gouvernants pour que nous soyons accompagnés comme les autres, parce que nous sommes encore très loin », a-t-il fait savoir à la presse.

En effet, selon la délégation congolaise, les autorités publiques de certains pays d'Afrique de l'ouest soutiennent leurs ordres nationaux des architectes. Parlant du cas du Bénin qui était candidat au poste du siège, il a révélé qu'il reçoit un budget de fonctionnement de cent cinquante millions FCFA de la part de son ministère de tutelle et l'argent est débloqué dès le début de l'année. Quant à la Côte d'Ivoire, la délégation congolaise a été surprise d'entendre que le patrimoine de l'ordre est évalué à 1,5

Antoine-Béli Bokolojoué au premier plan, en compagnie de ses homologues d'Afrique/DR

milliard FCFA.

Organisation internationale à but non lucratif créée en mai 2016 en Tunisie, la Fafa regroupe les associations, ordres professionnels et sociétés d'architectes des pays ayant en partage la langue française en Afrique. Elle se veut être un creuset de dialogue, de solidarité, d'actions communes ou concertées, d'échange d'expériences et de solidarité entre leurs architectes. La Fafa compte actuellement une quinzaine de pays membres dont l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la République de Maurice, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Tchad, la Tunisie et le Congo.

Parfait Wilfried Douniama

RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT PARAMÉDICAL

Une initiative pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile

Les infirmiers, sages-femmes et techniciens de laboratoire seront formés dorénavant selon le système licence master doctorat (LMD) en vue de contribuer à l'amélioration des soins promotionnels et préventifs.

Les réunions de vulgarisation des objectifs de la réforme de l'enseignement paramédical ont été tenues récemment à Brazzaville et à Pointe-Noire. Les objectifs poursuivis par cette réforme sont, entre autres, de trouver une réponse durable au constat d'inadéquation entre la formation et les compétences des prestataires des soins ainsi que les services de santé. « Au-delà de la nécessité d'améliorer les indicateurs de la santé de notre pays, d'augmenter le nombre d'agents paramédicaux, le gouvernement tient à ce que les infirmiers et les sages-femmes qui seront formés selon les nouveaux programmes soient en mesure de contribuer aux soins promotionnels et préventifs comme le dépistage du VIH/sida et de l'hypertension artérielle qui sont parmi les principales causes de la mortalité au Congo et aussi de travailler à leur propre compte au lieu d'attendre toujours un recrutement à la fonction publique », a déclaré le Pr Roger Richard Bileckot, coordinateur national du Projet d'appui au développement des ressources humaines de la santé, lors de la réunion

de Brazzaville. L'autre défi à relever par cette réforme de l'enseignement paramédical est la réduction de la mortalité maternelle et infantile due à des causes évitables, grâce à l'administration des premiers soins aux patients. L'initiative tant attendue, a estimé un délégué de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec), « invite en même temps le gouvernement à jouer son rôle régali en tant que garant de la santé de tous les Congolais et à mener à bien cette réforme ».

Dans le même ordre d'idées, le Dr

Edith Sophie Kombo Bayonne, enseignante à la Faculté des sciences de la santé de l'Université Marien-Ngouabi et consultante du Projet d'appui au développement des ressources humaines de la santé, a précisé que les compétences de l'infirmier, de la sage-femme et du technicien de laboratoire qui seront formés selon le système licence master doctorat et l'approche par compétence, s'apprécieront sur leur « savoir-agir » devant une situation de santé.

Ce savoir-agir se mesurera par la capacité à mobiliser des ressources internes, notamment le savoir théorique, le savoir-faire et le savoir-être ainsi que les ressources externes. « Celles-ci peuvent correspondre à obtenir un avis spécialisé ou à mobiliser d'autres capacités. Il est impérieux de

réunir ces trois critères pour mieux administrer des soins aux patients, de développer une bonne communication avec eux ainsi qu'avec leurs parents », a-t-elle ajouté.

Réformer l'enseignement paramédical vise également à valoriser les compétences du personnel formé selon les anciens programmes, en leur offrant l'opportunité de poursuivre leurs études et d'obtenir des diplômes de licence, master et de doctorat. Cette approche, ont indiqué les Drs Félix Molloumba et Justin Ongoyohi, respectivement directeurs des écoles paramédicales de Brazzaville et Pointe-Noire, va permettre de jouer un rôle important dans la formation des apprenants.

Ils ont plaidé également pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'approche par compétence. Sur les quatre mille deux cents heures d'apprentissage, ont-ils signifié, deux mille cents heures seront consacrées aux cours théoriques et deux mille cents aux travaux pratiques et stages. Et l'apprenant lui-même devra consacrer au moins neuf cents heures de travail personnel à l'apprentissage.

Emu de la réforme, le directeur général de l'enseignement professionnel, Christophe Lia, a reprécisé que cette préoccupation a été prise en compte dans la convention de partenariat

pour optimiser la formation des infirmiers, sages-femmes et techniciens de laboratoire. Cette convention avait été signée par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Nicéphore Antoine Thomas Fylla de Saint Eudes et la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo.

Elle met en commun les apprentissages, les locaux, les plateaux techniques des hôpitaux et mobilise les professionnels de santé pour dispenser les enseignements et encadrer les stages. Le Pr Roger Richard Bileckot a, par ailleurs, salué le leadership de ces deux ministres ainsi que celui de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, qui ont créé les conditions nécessaires pour l'implantation de la réforme.

Signalons qu'une autre convention de partenariat liant les trois ministères autour de la formation du personnel paramédical est en cours d'élaboration pour signature. De même, une convention de partenariat signée par le ministre Fylla Saint Eudes et l'Institut européen de coopération et de développement vise l'implantation de l'approche par compétence comme méthode pédagogique à l'école paramédicale Jean-Joseph-Loukabou, basée à Pointe-Noire.

Fortuné Ibara

« Au-delà de la nécessité d'améliorer les indicateurs de la santé de notre pays, d'augmenter le nombre d'agents paramédicaux, le gouvernement tient à ce que les infirmiers et les sages-femmes qui seront formés selon les nouveaux programmes soient en mesure de contribuer aux soins promotionnels et préventifs comme le dépistage du VIH/sida et de l'hypertension artérielle qui sont parmi les principales causes de la mortalité au Congo et aussi de travailler à leur propre compte au lieu d'attendre toujours un recrutement à la fonction publique »

CONAKRY

Une dizaine de chefs d'Etat assistent aux festivités du 60^e anniversaire de l'indépendance de la Guinée

Accompagnés de leurs délégations respectives, les présidents de Mauritanie, du Ghana, du Mali, du Niger, du Burkina Fasso, du Togo, du Tchad, du Gabon et du Sénégal ont rejoint leur homologue de Guinée à l'occasion de l'événement célébré, le 2 octobre de chaque année. Le Congo a été représenté par le président Denis Sassou N'Guesso, qui a quitté Brazzaville le 1er octobre.

Sur le thème : « 60 ans d'indépendance, une souveraineté assumée », les festivités ont célébré également l'union Guinée-Ghana-Mali, une union socialiste et panafricaine, qui a vécu de 1958 à 1960. Le clou de la cérémonie marquant les 60 ans du pays d'Ahmed Sékou Touré, a été le défilé géant ayant regroupé toutes les catégories socioprofessionnelles, politiques, militaires et paramilitaires.

Le déplacement du chef de l'Etat congolais pour participer à ces festivités traduit l'excellence des relations entre la Guinée et le

Congo. Denis Sassou N'Guesso va mettre son séjour à profit pour échanger avec son homologue guinéen sur des sujets d'intérêt dans le but de renforcer les relations bilatérales.

A la veille de la célébration de la fête d'indépendance, le président Alpha Condé a invité tous les Guinéens à « continuer la longue marche pour la construction » du « pays promis à un bel avenir ». « A tous, je demande pardon pour tous les actes regrettables commis pendant ces dernières décennies et j'invite chacun d'entre vous au cou-

rage pour la suite de nos entreprises qui restent à accomplir. La solidarité doit guider nos pas, afin de maintenir le lien entre notre passé et la gestion de nos projets futurs », a-t-il déclaré dans une adresse à la nation.

Alpha Condé a ajouté : « Après 60 années d'efforts et de sacrifices, je voudrais également inviter, tous les citoyens, hommes, femmes et jeunes à privilégier l'essentiel, c'est-à-dire, la protection de notre Maison commune qui doit se maintenir et se renforcer dans la paix, la cohésion sociale et l'unité nationale. Ce projet doit aussi se réaliser autour de la réconciliation nationale, un chantier sur lequel j'ai toujours œuvré, pour faire disparaître les frontières invisibles

de la division qui peuvent exister entre nos communautés ». Le chef de l'Etat guinéen a indiqué qu'il ne ménageait aucun effort pour mettre en place « des projets destinés à préserver l'avenir des générations futures », notamment en dotant la Guinée « d'infrastructures économiques viables et solides ». L'objectif étant d'apporter « une réponse durable aux besoins sociaux de base », par la promotion d'un système éducatif performant, d'un système de santé plus efficace, la fourniture d'eau et d'électricité, l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes.

Il s'est réjoui de ce que son pays porte de nombreux projets pour son développement. « En témoignent la réhabilitation des routes et des voiries urbaines,

la construction de nouveaux barrages, l'installation des infrastructures sanitaires dans tout le pays. S'inscrit dans ces objectifs, la modernisation du port de la capitale qui deviendra plus compétitif, avec des partenaires engagés à nous soutenir. Les efforts de soutien sont également orientés vers les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, et l'investissement dans le développement local par les sociétés minières. La Guinée figure désormais parmi les pays engagés résolument sur la voie de l'émergence », a poursuivi Alpha Condé.

L'indépendance de la Guinée a été proclamée, le 2 octobre 1958, sous l'égide du premier président du pays, Ahmed Sékou Touré.

Nestor N'Gampoula

PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN

Huit candidats espèrent renverser Paul Biya

Les Camerounais iront aux urnes le 7 octobre pour élire leur nouveau président. Parmi les candidats en lice, l'actuel chef de l'Etat sortant est donné favori malgré de fortes tensions dans les régions anglophones.

Le président Paul Biya fera face à des candidats comme Joshua Osih du Social democratic front, principal parti d'opposition ; l'avocat et ancien vice-président de Transparency international, Akere Muna; et le président du parti Mouvement pour la renaissance du Cameroun et ancien ministre passé dans l'opposition, Maurice Kamto. Mais aucune coalition de l'opposition n'a été formée pour cette élection à un tour, chacun se disant sûr de ses chances d'être élu. C'est dire que cette année, comme en 2011, il semble compliqué d'entrevoir une victoire d'un candidat de l'opposition. À l'époque, Paul Biya avait été réélu avec 77,98% des suffrages et Paris comme Washington avaient noté de « nombreuses irrégularités » lors du scrutin.

L'élection présidentielle camerounaise va se dérouler dans un contexte sécuritaire tendu : les incursions du groupe djihadiste nigérian Boko Haram se poursuivent dans le nord du pays, pendant que les deux régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest sont le théâtre d'un conflit meurtrier entre l'armée et des séparatistes radicaux. Ceux-ci ont menacé d'empêcher le bon déroulement du scrutin dans ces régions quadrillées par les forces



Le président Paul Biya

de l'ordre et de sécurité.

Selon des analystes, jamais une élection camerounaise n'avait pris place alors que l'armée est déployée dans trois des dix régions du pays : l'extrême-nord, où elle combat les djihadistes de Boko Haram, et les deux régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest, où des séparatistes armés réclament l'indépendance. Malgré cela, le ministre de l'Administration territoriale a assuré la population que le scrutin va se dérouler dans de bonnes conditions. Le président Paul Biya a, de son côté, souligné que les conflits armés que son pays connaît ne sont que des « troubles ».

Durant la campagne électorale, quatre candidats des neuf en lice étaient les plus distingués par leurs meetings et les diverses manifestations publiques. En tête des préoccupations que les intéressés ont évoquées, figure no-

tamment la crise sécuritaire dans les deux régions anglophones, d'autant que depuis des mois, la violence n'a cessé de croître dans les principales villes de cette partie du pays. L'armée y est quotidiennement aux prises avec des combattants séparatistes représentant la frange radicalisée d'un vaste mouvement de mécontentement de la population anglophone, né fin 2016. A l'approche du jour du vote, les résidents de ces régions vivant depuis des semaines sous couvre-feu ont été contraints à fuir dans le sud-ouest et le nord-ouest.

Pour avoir réédité début septembre sa « Vision pour le Cameroun » compilée dans un ouvrage en 1987 et dépêché des soutiens de plateau en plateau télévisé défendre son bilan, le président-candidat, Paul Biya, a su cette année, comme à l'accoutumée, mobiliser des foules à ses meetings. Contrairement aux trois dernières élections pour lesquelles l'opposant de toujours, Ni John Fru Ndi, était le principal challenger, « le scrutin semble en 2018 plus ouvert », notent les analystes. « C'est la première fois dans l'histoire du Cameroun qu'il y a des candidats d'opposition aussi démarqués qui ont de vraies offres politiques chacune différente », a estimé Fred Eboko, politologue camerounais à l'Institut de recherche et développement.

N.N'G.

AFRIQUE

Plus de cinq cents millions de personnes vivent sans identité officielle

Le continent africain abriterait plus de la moitié du milliard d'individus à travers le monde n'ayant pas d'identité officielle, selon la Banque mondiale.

D'après les données de l'institution, les ressortissants de l'Afrique subsaharienne représenteraient l'énorme majorité (494 millions d'individus) de la population sans preuve d'identité officielle. Dans les pays au sud du Sahara, près d'un Africain sur deux ne dispose pas de carte d'identité. L'enquête ID4D (Identification for development) - Findex 2017 indique également que « l'Afrique compte neuf pays sur dix parmi les quatre-vingt-dix-neuf [...] qui affichent les taux de couverture les plus faibles en matière d'identité et sept des dix pays présentant les écarts les plus importants entre les hommes et les femmes ».

D'un autre côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance a indiqué que près des deux tiers des enfants africains, âgés de moins de 5 ans, n'ont pas de certificat de naissance. Selon les experts, cette situation exacerberait le manque d'accès d'une bonne partie de la population africaine aux services de santé, d'éducation et de financement. Elle entraînerait également des difficultés importantes dans la valorisation de leurs droits juridiques et politiques. Notons que près d'un milliard de dollars sont actuellement mobilisés pour promouvoir l'identification numérique dans trente pays, dont vingt-trois en Afrique.

Pour résorber le phénomène, il faudrait, annonce l'institution de Bretton Woods, mobiliser six milliards de dollars pour mettre en œuvre plusieurs initiatives (telles que l'ID4D) visant à mener de larges campagnes d'identification numérique et d'enregistrement des faits d'état civil à l'échelle du continent. Ceci devrait permettre d'améliorer l'inclusion financière, la gouvernance, l'intégration régionale et la promotion des investissements publics dans le capital humain via les programmes d'éducation et de protection sociale.

« Nous devons travailler de concert pour créer des systèmes d'identification numérique fiables et ne faisant pas d'exclus, à même de débloquent des opportunités économiques pour les personnes les plus vulnérables », a indiqué, à cet effet, Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale à l'occasion d'une réunion organisée en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Josiane Mambou Loukoula

BURKINA FASO

Ouagadougou produit par an 500 000 tonnes de déchets solides

La révélation a été faite le 29 septembre par le ministre burkinabè en charge de l'Habitat.



Les habitants du quartier se rassemblent tous les dimanches pour nettoyer les sacs plastiques, les bouteilles et autres déchets... (DR)

Citant les chiffres de la direction du développement durable de la commune de Ouagadougou, le ministre en charge de la l'Habitat, Maurice Dieudonné Bonanet, a déclaré que la production de déchets à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays, était estimée en 2015 à 0,5 kg par jour et par personne.

Le ministre s'exprimait en prélude à la commémoration de la 33e Journée mondiale de l'habitat prévue, le 1er octobre, sur le thème « La gestion des déchets solides municipaux ».

Il a expliqué que la gestion des déchets urbains représente aujourd'hui un véritable enjeu pour les villes, tant aux niveaux financier, environnemental que du développement urbain durable. « Certes des efforts sont entrepris par les différents acteurs tant publics que privés mais force est de reconnaître qu'avec l'urbanisation rapide couplée à l'étalement des villes, ces actions demeurent très insuffisantes pour une prise en charge véritable de cette question », a-t-il indiqué.

Pour le ministre, la gestion des déchets solides municipaux est l'affaire de tous et nécessite cependant une forte implication tant des décideurs politiques que de la population au niveau local. « Pour cela, j'invite chaque citoyen à maintenir son milieu de vie propre », a-t-il lancé, ajoutant que la population urbaine du Burkina Faso, est estimée à 31,50% en 2016, croit deux fois plus vite que la population nationale et pourrait atteindre 39,6% à l'horizon 2025.

Ce rythme d'urbanisation associé à l'étalement des villes entraîne une accumulation rapide de déchets urbains et par conséquent une hausse de la production de déchets constituant ainsi une menace pour la qualité de l'environnement et du cadre de vie de la population urbaine, selon le ministre.

BÉNIN

Plus de 141 tonnes de drogues saisies entre 2013-2017

Les trafics ont été organisés par des ressortissants de plusieurs nationalités, essentiellement des hommes d'affaires dont la tranche d'âge est comprise entre 19 et 60 ans.

Un total de six cent huit personnes ont été poursuivies et condamnées avec une quantité de plus de cent quarante et une tonnes de drogues saisies sur toute l'étendue du territoire béninois au cours de la période allant de 2013 à 2017, a appris, le 28 septembre, Xinhua de source judiciaire à Cotonou.

Selon cette même source, proche de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, quatre cent cinquante-trois saisies de drogues de diverses classifications et précurseurs ont été effectuées sur cette période.

Selon le ministère béninois de l'Intérieur et de la sécurité publique, le pays est envahi depuis quelques années par des trafiquants qui y ont trouvé une nouvelle route pour faire acheminer la drogue en Europe, en Asie et dans d'autres pays du monde.

Mais face à cette situation, indique la même source, le gouvernement béninois, avec l'assistance technique et financière des Etats-Unis d'Amérique, a doté le Bénin d'un Manuel de procédure des affaires de stupéfiants visant à renforcer et à harmoniser les stratégies de lutte contre le trafic de stupéfiants sur toute l'étendue du territoire national.

NOBEL DE MÉDECINE 2018

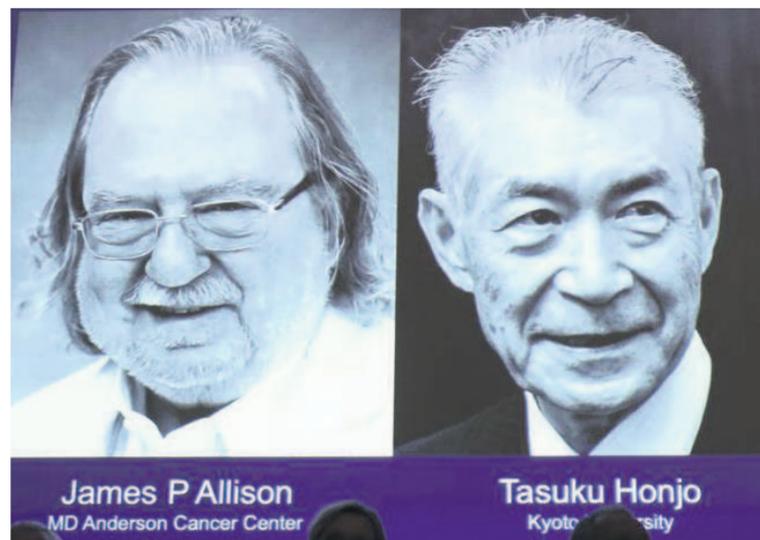
Deux spécialistes du cancer se partagent le prix

L'Américain James Allison et le Japonais Tasuku Honjo sont récompensés pour leurs travaux sur l'immunothérapie dans la lutte contre la pathologie cancer, a annoncé, le 1er octobre, le Comité Nobel.

L'Assemblée Nobel de l'Institut Karolinska a attribué le prix aux deux scientifiques « pour leur découverte du traitement du cancer par l'inhibition de la régulation immunitaire négative ».

Thomas Perlmann, secrétaire général du Comité Nobel et de l'Assemblée Nobel, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que Tasuku Honjo « a paru extrêmement heureux » à l'annonce de cette nouvelle.

Les lauréats de cette année ont montré comment différentes stratégies pour inhiber les freins au système immunitaire peuvent être utilisées dans le traitement



du cancer. Leurs découvertes sont une étape importante dans la lutte contre cette maladie, a indiqué le Comité Nobel.

Edward Smith, membre du Comité Nobel, a déclaré à Xinhua que le prix de cette année illustre une « nouvelle façon » de traiter

le cancer. Tous les traitements antérieurs portaient sur les cellules tumorales mais celui-ci est axé sur le système immunitaire.

Le prix de cette année est doté de neuf millions de couronnes suédoises (environ un million de dollars).

CÔTE D'IVOIRE

Le pays veut transformer localement 50% de sa production de cacao

L'objectif est d'accroître le revenu des producteurs et lutter contre la pauvreté, a déclaré, en fin de semaine dernière, à Abidjan, le ministre de l'Agriculture, Mamadou Sangafowa Coulibaly.

« La Côte d'Ivoire ambitionne de porter le taux actuel de première transformation du cacao estimé à 33% à 50% à l'horizon 2020 », a dit le ministre, à l'ouverture des cinquièmes Journées nationales du cacao et du chocolat.

Cet événement qui s'est achevé hier vise à promouvoir la

quatre-vingt mille tonnes de cacao qui sont transformées localement sur les 2,1 millions de tonnes produites par la Côte d'Ivoire lors de la campagne écoulée, selon des chiffres du ministère de l'Industrie.

Au total, douze unités industrielles sont installées au pays pour la transformation locale.



La Côte d'Ivoire ne se contente plus de cultiver « l'or brun » © AFP

consommation locale du chocolat.

Pour les autorités, la décision de transformer localement le cacao résulte de la nécessité de capter toutes les ressources financières issues de la chaîne de production et d'ajouter une valeur à la production nationale, a expliqué Mamadou Sangafowa Coulibaly. Actuellement, ce sont cinq cent

Le gouvernement a pris des mesures pour améliorer la compétitivité des entreprises de broyage et promouvoir les investissements privés.

Selon le ministre de l'Agriculture, ces mesures s'étendent notamment à la facilitation ou aux arrangements fiscaux en faveur des unités industrielles de broyage de cacao et à la ré-

servation d'une proportion des droits d'exportation à ces unités au cours de chaque campagne intermédiaire.

« Des discussions sont en cours avec les partenaires au développement, notamment la Banque africaine de développement et la Banque mondiale en vue de permettre de mobiliser beaucoup plus de ressources additionnelles pour accompagner le secteur privé dans la réalisation de l'objectif gouvernemental », a fait savoir Mamadou Sangafowa Coulibaly.

De même, a-t-il ajouté, des programmes d'investissement visant la création d'une agropole dédiée au café et au cacao pour accompagner les PME, l'amélioration des pistes de dessertes agricoles, la facilitation des opérations portuaires et la poursuite des efforts d'assainissement du cadre des affaires en vue de renforcer la compétitivité des industries sont en cours d'élaboration. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao avec un niveau record de 2 019 479 tonnes atteint lors de la campagne écoulée, représentant près de 40%.

Les ressources procurées par le cacao participent à hauteur de plus de 20% du produit intérieur brut national, représentent près de 50% des recettes d'exportation de la Côte d'Ivoire et font vivre plus de six millions d'Ivoiriens.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Eni et le PNUD unissent leurs forces pour promouvoir l'énergie durable et la réalisation des ODD en Afrique

New York, le 24 septembre 2018 – Eni SpA, société énergétique de premier plan, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) unissent leurs forces pour améliorer l'accès à l'énergie durable et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique. Leur partenariat est le premier en son genre conclu entre le PNUD et une entreprise du secteur de l'énergie de portée mondiale.

Le mémorandum d'accord a été signé par le Président-directeur général de Eni, Claudio Descalzi, et par l'Administrateur du PNUD, Achim Steiner, lors d'une cérémonie officielle à la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en marge de la 73e Assemblée générale de l'ONU.

« L'amélioration de l'accès à l'énergie, tout particulièrement en Afrique, se situe au cœur même de nos valeurs et fait à présent partie intrinsèque de nos activités. Nous investissons plus de la moitié de nos ressources budgétaires en Afrique, où nous visons à renforcer le potentiel intérieur et à promouvoir le développement local. Le mémorandum d'accord signé aujourd'hui constitue une première pour le secteur de l'énergie et souligne la crédibilité de nos efforts et le bien-fondé de notre modèle d'entreprise », a déclaré M. Descalzi.

En vertu de l'accord, Eni lancera des opérations commerciales pour accroître l'accès à l'énergie propre dans la région et le PNUD utilisera son vaste réseau de développement dans plus de 170 pays en vue de l'instauration d'un environnement favorable à la mise en œuvre du partenariat et pour évaluer son impact et sa durabilité au niveau des communautés locales.

L'Angola, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, et la Tanzanie figurent parmi les premiers pays où le partenariat sera mis en application.

« Le secteur privé est un partenaire stratégique qui peut appuyer la réalisation de notre vision d'un développement inclusif, telle que celle-ci est énoncée dans le Programme 2030 et dans les 17 objectifs de développement durable, a noté l'Administrateur du PNUD Achim Steiner. Grâce à leur expérience commune, à leurs capacités d'innover et à leurs réseaux de terrain, le PNUD et Eni peuvent améliorer l'accès aux sources d'énergie durable en Afrique. »

« Ce partenariat, a-t-il poursuivi, illustre les activités que nous pouvons mener de concert pour réaliser les ODD, et en particulier l'ODD 17 sur les partenariats, 13 pour le climat, 12 pour la consommation et la production durables, et surtout l'ODD 7 sur l'énergie durable et propre. »

M. Steiner a également signalé que le PNUD s'attacherait à assurer le succès du partenariat pour accélérer l'élargissement de l'accès aux sources d'énergie durable, en vue de réaliser les objectifs sociaux et environnementaux envisagés dans le cadre du Programme 2030.

Avec l'urbanisation et la croissance économique rapides de l'Afrique, les besoins énergétiques du continent sont appelés à s'accroître. Le Programme 2030 et les 17 objectifs ODD, tout particulièrement

l'ODD 7, visent à assurer un accès universel à des services énergétiques modernes, fiables et d'un coût abordable, notamment aux carburants et aux technologies propres.

Au nombre des projets de Eni figurera la production d'électricité au moyen de centrales photovoltaïques (y inclus des systèmes flottants), des parcs d'éoliennes, des systèmes hybrides hors réseau, des activités de reboisement et des dispositifs de cuisson peu polluants.

Dans le cadre de ce partenariat, le PNUD s'emploiera également à sensibiliser le public à l'énergie propre et aux modèles commerciaux durables et mènera des activités de formation et de renforcement des capacités dans les communautés bénéficiaires.

« En 2017, Eni a fourni 56 milliards de mètres cubes de gaz sur le marché intérieur de 14 pays africains. À ce jour, la société a investi en Afrique subsaharienne un montant d'environ 2 milliards de dollars la construction et la réfection de réseaux et de centrales électriques, alimentant en électricité plus de 18 millions de personnes. Nous effectuons actuellement de nouveaux investissements dans l'énergie renouvelable dans tout le continent », a expliqué M. Descalzi.

Le mémorandum d'accord conclu entre Eni et le PNUD fait suite au lancement en septembre 2017 à Rome, du Centre pour le climat et le développement durable, placé sous l'égide conjointe du ministère de l'Environnement italien et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, visant à favoriser le développement durable en Afrique.

Sur Twitter: @UNDP, @ItalyUN, @ENI, @UNDPAfrica, @UNDPfr, @ASSteiner

Pour plus d'informations, prière de contacter :

Eni : Alessandro.Torello@eni.com, + 39 02 52 03 18 75

PNUD: Lamine Bal, +1-646-242-3253

Mission permanente de l'Italie auprès des Nations Unies : Ilaria Ragnoni, +1-917-332-8101

À PROPOS DE Eni: Eni est l'une des grandes entreprises énergétiques mondiales, active dans plus de 70 pays de par le monde et employant quelques 33 000 personnes. Nos actions reposent sur l'enthousiasme et l'innovation, sur nos forces et savoirs spécifiques, sur la qualité de notre personnel et sur la reconnaissance du fait que, dans tous les aspects de nos opérations et organisations, la diversité est une caractéristique à rechercher et à préserver. Nous croyons en la valeur des partenariats de longue durée avec les pays et les communautés où nous menons nos activités. eni.com

À PROPOS DU PNUD : Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans quelques 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations. undp.org

TENSIONS COMMERCIALES

Le FMI entend baisser ses prévisions de croissance la semaine prochaine

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a fait cette annonce le 1er octobre, convaincue que la croissance mondiale s'essouffle sous l'effet notamment de la persistance du conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine.

Christine Lagarde note que la croissance mondiale demeure à son plus haut niveau depuis 2011, quand elle avait rebondi après la crise financière de 2008.

Mais « *il y a des signes que la croissance mondiale a atteint un plateau. Celle-ci est devenue moins synchronisée avec moins de pays participants à cette expansion* », a-t-elle expliqué, dans un discours précédant les réunions annuelles du Fonds qui se dérouleront, la semaine prochaine à Bali, en Indonésie.

Certains risques « *ont commencé à se matérialiser* » allant de l'imposition des taxes douanières aux pressions sur les marchés financiers dans de nombreux pays émergents, note-t-elle.

En juillet, l'institution tablait sur une croissance mondiale de 3,9% pour cette année et l'an prochain.

Mais « *les perspectives sont depuis devenues moins favorables, comme vous le verrez dans nos prévisions actualisées (qui seront publiées) la semaine prochaine* », a-t-elle également déclaré.

Le « problème clé » est la matérialisation des menaces de mesures protectionnistes, estime la responsable de l'institution de Washington.

L'administration Trump a imposé, cet été, des taxes douanières sur deux cent cinquante milliards de dollars d'importations venues de



Christine Lagarde

chine, en rétorsion à des pratiques commerciales jugées « déloyales ».

Pékin a rétorqué en infligeant de son côté des tarifs douaniers sur cent-dix milliards d'importations de produits américains.

Les Etats-Unis, qui ont aussi mis en œuvre des taxes sur l'acier et l'aluminium, s'efforcent d'obtenir une plus grande ouverture des marchés aux marchandises américaines.

« *Cela affecte non seulement le commerce lui-même mais encore les investissements et l'industrie dans la mesure où l'incertitude est grandissante* », a commenté Christine Lagarde dont le discours a été préparé avant l'annonce dimanche soir d'un nouvel accord entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

La guerre commerciale semble sans effet sur les Etats-Unis

Christine Lagarde relève que pour l'heure, la guerre commerciale semble sans effet sur les Etats-Unis, dont l'économie « *croît fortement* » dopée par un stimulus fiscal et financier.

Mais elle note qu'en Asie où la croissance se poursuit à des niveaux plus élevés que dans d'autres régions, il y a « *des signes de modération* » de l'expansion chinoise, « *qui vont être exacerbés par le conflit commercial* ».

Dans le reste du monde, parmi les économies avancées, la croissance de la zone euro ralentie et « *dans une certaine mesure, celle du Japon* ».

« *Les pays doivent travailler ensemble pour construire*

un système de commerce mondial plus solide et plus équitable », préconise la dirigeante du FMI.

« *Nous devons réparer le système, pas le détruire* », a-t-elle ajouté alors que le président américain, Donald Trump, ne cesse de dénoncer les accords commerciaux et a menacé de retirer les Etats-Unis de l'Organisation mondiale du commerce.

Le Canada et les Etats-Unis ont annoncé, dimanche soir, une demi-heure seulement avant l'expiration de l'ultimatum fixé par Washington, « *un accord de principe, de concert avec le Mexique* » pour réformer le traité de libre-échange nord-américain (Aléna) qui lie cinq cents millions de Nord-Américains.

Le FMI s'inquiète, par ailleurs, de l'endettement toujours

plus grand de l'économie mondiale.

Dix ans après la crise financière, l'économie est plus sûre qu'elle ne l'était, mais « *ce n'est pas suffisant* », note-t-elle. « *Après une décennie de conditions financières relativement faciles, les niveaux d'endettement ont atteint des nouveaux records dans les pays avancés, émergents, ainsi que dans les pays pauvres* », a-t-elle insisté.

L'endettement mondial, à la fois public et privé, représente cent quatre-vingt-deux mille milliards de dollars contre cent soixante-quatre mille milliards estimés en avril.

« *C'est près de 60% plus élevé qu'en 2007* », avant la récession mondiale, déplore-t-elle. Cet endettement colossal résulte de la relance de l'économie après la crise quand les gouvernements ont renfloué certaines banques en difficulté et quand les banques centrales ont alimenté les marchés avec des taux d'intérêt extrêmement bas.

Il rend désormais les gouvernements et les entreprises plus vulnérables au durcissement des conditions financières. « *Les économies émergentes et en voie de développement en ressentent déjà l'effet* », a également réagi Christine Lagarde, invitant ces pays à minimiser leurs risques, en réduisant la dette des entreprises et à emprunter de manière plus durable

Nestor N'Gampoula et l'AFP



UNE DATE A RETENIR

TOTTENHAM / BARCELONE

A SUIVRE AVEC VOTRE NOUVEAU DECODEUR HD.

LE 03/10 SUR CANAL+

SPORT 1

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

06 877 92 92

(COÛT D'APPEL COMMUNICATION LOCALE)

(SUJET À VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

LES BOUQUETS

CANAL+

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES MIGRATIONS

Le Niger convaincu de l'issue heureuse de la rencontre

Devant l'Assemblée générale des Nations unies, le week-end dernier, le ministre nigérien des Affaires étrangères, Sem Kalla Ankourao, a signifié que les prochaines assises de décembre à Marrakech, au Maroc, ont des enjeux très cruciaux pour la finalisation du pacte mondial sur une migration sûre, ordonnée et régulière.

Sem Kalla Ankourao a déclaré: « Nous serons présents pour apporter notre soutien à cette démarche qui marquera le point de départ d'une coopération internationale structurée dans la région ».

Selon le ministre nigérien des Affaires étrangères, en 2016, son pays a pu définir et mettre en œuvre une doctrine opérationnelle reposant sur une législation équilibrée et des mesures réglementaires appropriées qui ont permis d'enregistrer des résultats probants en matière de migration.

Ces résultats, a-t-il soutenu, ont fait que entre octobre 2016 et janvier 2018, le nombre de migrants potentiels entrant par mois dans la ville d'Agadez, devenue une porte principale d'entrée et de sortie des migrants au Niger,

soit réduit de 90%. D'autant plus qu'en 2017, environ deux cent soixante-huit trafiquants ont été déferés devant les tribunaux et cent quarante de leurs véhicules de transport ont été immobilisés. Saluant

« Le terrorisme, la criminalité transfrontière, la pauvreté, les chocs climatiques et environnementaux ont désarticulé l'économie agropastorale et accentué la vulnérabilité de la population du Sahel »

les efforts de certains Etats pour l'atteinte des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, Sem Kalla Ankourao a, en outre, souligné que son pays venait d'adopter sa stratégie de développe-

ment durable pour une croissance inclusive intitulée «Niger 2035».

Cette stratégie prend en compte l'agenda 2063 de l'Union africaine pour le développement du continent. Dans ce document, l'un des instruments clés de mise en œuvre est la création d'une zone de libre échange continentale africaine. Un projet

qui a été adopté en mars dernier.

En effet, l'objectif de ce projet, selon responsable de la diplomatie au Niger, est de surmonter la dépendance à l'égard des exportations des

produits de base et à promouvoir l'industrialisation du continent, la transformation sociale et économique pour une croissance inclusive.

L'Accord de Paris, une chance unique pour nous tous

Abordant le point sur l'épineux problème de changement climatique, Sem Kalla Ankourao a reconnu que l'accord de Paris constituait une chance unique pour sauver la planète, indiquant que le Niger est un pays sahélien dont les deux tiers de la superficie sont désertiques, subissant de plein fouet les impacts du dérèglement climatique. C'est pour quoi, a-t-il fait savoir, le Niger doit se faire honneur à mener à bien les activités inscrites dans la feuille de route de cet accord.

« Le terrorisme, la crimina-

lité transfrontière, la pauvreté, les chocs climatiques et environnementaux ont désarticulé l'économie agropastorale et accentué la vulnérabilité de la population du Sahel », a-t-il affirmé, ajoutant que malgré cela, le processus opérationnel de la force conjointe créée en 2017 dans le cadre du G5 Sahel pour endiguer la crise malthusienne et son extension aux pays voisins est en train de s'accélérer depuis qu'il y a eu la réunion des chefs d'Etat à Nouakchott, en juillet dernier. Par ailleurs, pour le ministre des Affaires étrangères nigérien, les perspectives ne sont pas rassurantes afin de garantir à cette force conjointe les financements requis pour la poursuite de l'accomplissement de sa mission.

Rock Ngassakys

FORCE DU G5 SAHEL

Washington va «significativement» augmenter son aide

Les États-Unis vont «très significativement» augmenter leur contribution à la force antijihadiste du G5 Sahel, a affirmé, hier, la ministre française des Armées, Florence Parly, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue américain, Jim Mattis, en visite à Paris.

Selon Florence Parly, le secrétaire américain à la Défense lui a assuré que « l'aide que les États-Unis ont l'intention d'apporter à la force conjointe du G5 Sahel serait très significativement augmentée par rapport à ce qui avait été initialement prévu ».

« Nous sommes persuadés que l'amélioration des conditions de sécurité dans la région passe d'abord par la capacité de ces États à restaurer eux-mêmes cette sécurité (...) ce qui suppose aussi que la force conjointe du G5 Sahel puisse devenir opérationnelle, qu'elle soit équipée » et « c'est à cet effet que les États-Unis ont, je le crois monsieur le ministre,

décidé de renforcer leur soutien et leur aide financière », a-t-elle ajouté sans plus de détails.

« Nous soutenons les efforts conduits par la France auprès des troupes africaines

« Nous soutenons les efforts conduits par la France auprès des troupes africaines et nous n'avons aucune intention de réduire ce soutien »

et nous n'avons aucune intention de réduire ce soutien », avait auparavant commenté Jim Mattis.

La force conjointe a été lancée en 2017 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, avec l'appui de la France, pour lutter contre les groupes terroristes qui essaient dans le Sahel.

Jusqu'ici, Washington avait promis un appui financier de soixante millions de dollars à cette nouvelle force, sous la forme d'une aide bilatérale pour chaque pays.

Au total, la force conjointe s'est vu promettre quelque quatre cent vingt millions d'euros par des donateurs internationaux. Mais les fonds tardent à arriver et empruntent des canaux multiples, à la fois multilatéraux et bilatéraux.

AFP

NÉCROLOGIE

Jodrey Okemba (Pasteur miracle) et la famille Okemba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, fils et oncle Patrice Okemba (maître Cacha), survenu le 23 septembre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n° 105 bis de la rue Bénin à Talangaï (avenue marché Lipouta na tolo).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



OBSÈQUES DE PAPA MICHEL GUENIN

Les obsèques de papa Michel Guenin seront célébrées le vendredi 5 octobre 2018 à 12h00 en la Cathédrale Notre-Dame de l'Assomption à Pointe-Noire au centre ville.

La mise en terre aura lieu au caveau familial de Loango, dans le Kouilou.

Une veillée se tiendra le jeudi 4 octobre 2018 à partir de 18h00 au domicile du défunt, avenue Germain Bicoumat (face BGFI, derrière la pharmacie du Palais).

BRÈVES

TOGO

Le recensement a démarré en vue des échéances électorales, d'ici au 16 décembre, pour le référendum et les locales, puis le 20 décembre, pour les législatives. Le recensement électoral a débuté dans la zone sud du pays, malgré l'appel à la suspension lancé par la coalition des quatorze partis de l'opposition. Au premier jour de cette opération, l'affluence n'est pas celle des grands jours. A côté des kits mal ou pas configurés, s'ajoute une lenteur dans les opérations. Il faut patienter pendant au moins deux heures. Normal que les électeurs perdent patience. Le 30 septembre, la C14 a envoyé les noms de ses huit membres devant siéger à la Commission électorale nationale indépendante à l'Assemblée nationale. En attendant leur intégration effective, la Commission continue de préparer les élections de décembre prochain.

TCHAD

La rentrée scolaire n'a pu avoir lieu lundi 1er octobre dans le pays, toujours touché par une grève des fonctionnaires qui avait déjà marqué l'année scolaire 2017-2018 au cours de laquelle les élèves du public n'ont eu en tout que quatre mois et demi de cours, au lieu des neuf mois prévus. Dans les établissements privés, la rentrée s'est déroulée normalement. Une grève de la fonction publique pour réclamer le paiement du salaire intégral des agents de l'Etat, après une nouvelle coupe fin 2017 dans leurs revenus, paralyse la plupart des services publics au Tchad, dont la santé et l'éducation. La grève, débutée en janvier, a été suspendue en mars avant de reprendre fin mai, après le non-respect de l'accord signé entre le gouvernement et les syndicats qui devait supprimer les coupes salariales, mises en place pour faire face à la chute des cours du pétrole. A cause de ces mesures d'austérité, quatre-vingt-douze mille fonctionnaires civils ont perdu un tiers de leur revenu total, depuis 2016.

CÔTE D'IVOIRE

Air Côte d'Ivoire, la compagnie nationale ivoirienne, a subi en cinq ans une perte de soixante-cinq milliards de francs CFA, en raison d'une hausse du prix du pétrole, comme le prévoyait son plan d'affaires à sa création en 2012, a annoncé à Abidjan son directeur général adjoint. Outre le pétrole, qui représente 30% des charges de la compagnie, le retard pris dans le renouvellement de la flotte prévu avant 2016 a contribué à ce déficit. Air Côte d'Ivoire, créée en 2012 après la faillite d'Air Ivoire, est détenue à 58% par l'Etat ivoirien, à 23% par le groupe privé ivoirien Goldenrod, à 11% par Air France et à 8% par la Banque ouest-africaine de développement, selon les chiffres fournis par la compagnie. Air Côte d'Ivoire a transporté 2,8 millions de passagers en cinq ans, dont huit cent cinquante mille en 2017, contre sept cent mille en 2016 et prévoit d'atteindre neuf cent cinquante mille passagers en 2018. Son capital a régulièrement augmenté, de vingt-cinq milliards FCFA en janvier 2013 à cent trente milliards FCFA actuellement.

Golfe de Guinée

Un navire espagnol censé pêcher du thon dans le golfe de Guinée a été arraisonné pour la pêche illégale d'ailerons de requins, lors d'une opération conjointe entre des autorités locales et l'ONG Sea Shepherd. Environ deux tonnes de requins, dont des ailerons séparés des corps, ont été découvertes par les inspecteurs. En deux ans, quatre navires trafiquant des ailerons de requins ont été arraisonnés dans le cadre de l'opération Albacore de l'ONG Sea Shepherd, qui embarque des marins gabonais à bord de leur navire, le Bob Barker, pour une mission d'environ un mois tous les ans dans le golfe de Guinée. L'opération Albacore vise également à renforcer le contrôle et les statistiques sur la pêche au thon et lutter ainsi contre la pêche illégale. Le Gabon est le premier pool d'approvisionnement en thon de l'Union européenne.

LIBYE

L'ambassade de France en Libye reprendra son travail « dans un très proche avenir », selon son ambassadeur, Béatrice Le Fraper du Hellen, présentant ses lettres de créance au Premier ministre libyen, Fayez el-Sarraj. La diplomate a indiqué que la France soutient les efforts du gouvernement libyen dans l'instauration de la sécurité et de la stabilité dans ce pays. De son côté, Fayez el-Sarraj a mis l'accent sur les liens étroits entre les deux pays, appréciant « la position française favorable à la stabilité et à la voie démocratique en Libye ». La plupart des ambassadeurs et diplomates étrangers en Libye ont quitté ce pays depuis 2014, quand les affrontements violents entre des groupes armés rivaux ont éclaté dans la capitale libyenne, ce qui a conduit à la division politique persistante dans ce pays.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Vingt-sept pays africains s'engagent à restaurer cent onze millions d'hectares de terres

L'engagement dépasse l'objectif de cent millions d'hectares fixé par l'Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (AFR100) et le Défi de Bonn.

En concrétisant leur engagement, les vingt-sept pays africains favoriseront la résilience climatique, la croissance économique et plus encore. «Le fait que le partenariat AFR100 a dépassé son objectif de prise d'engagements pour cent millions d'hectares constitue un témoignage de la volonté politique continue visant à restaurer les paysages à travers l'Afrique. Nous devons soutenir cette dynamique et passer des engagements à la mise en œuvre. Il existe déjà de nombreux exemples de restauration réussie en cours au sein des communautés africaines, grâce auxquels nous pouvons apprendre collectivement, afin de réaliser ces engagements », a déclaré Wanjira Mathai, Première conseillère du WRI et coprésidente du Global restoration council. En marge du troisième rassemblement annuel des partenaires de l'AFR100 à Nairobi, au Kenya, le Burkina Faso (cinq millions d'hectares) et le Soudan (14,6 millions d'hectares) se sont engagés à restaurer une superficie combinée de 19,6 millions d'hectares de terres afin de réaliser l'objectif de cent millions d'hectares. Ces engagements font suite à ceux du Togo (1,4 million d'hectares) et de la Tanzanie (5,2 millions d'hectares).

« Le Soudan est ravi d'être en mesure de s'engager à restaurer 14,6 millions d'hectares de terres dégradées dans le cadre de l'AFR100. La restauration au Soudan soutiendra la réduction de l'immigration de la jeunesse et la sécurité alimentaire pour les communautés les plus pauvres, de même qu'elle aidera le pays à répondre aux engagements internationaux », a déclaré Ali Hamid Osman, spécialiste suivi et évaluation pour le Projet de gestion durable des ressources naturelles du Soudan. La restauration est largement entendue comme un moyen clé de réaliser les objectifs en matière de changement climatique, de désertification, de biodiversité et de développement durable en Afrique ainsi que de protéger les ressources alimentaires, hydriques et énergétiques vitales. Douze partenaires financiers y ont engagé un montant supérieur à 1,5 milliard de dollars américains. « Dans une période de pression toujours croissante sur les terres, les ressources hydriques et la biodiversité, la restauration des forêts et paysages dégradés est plus urgente que jamais. Reboiser les terres offre de nombreux avantages en termes de développement durable, de lutte contre la pauvreté et la faim, de même que

pour la conservation de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. La restauration s'avère spectaculaire dans le fait que chaque dollar investi offre un retour potentiel de vingt-sept à trente-cinq dollars. Voir les communautés restaurant leurs terres obtenir une part des bénéfices de la restauration est un honneur », a déclaré Mamadou Diakhite, chef d'équipe Gestion durable des terres et de l'eau (Sustainable Land and Water Management, SLWM), à l'agence du Nepad, siège du secrétariat de l'AFR100.

L'AFR100 a été lancée en 2015 afin de répondre au mandat de l'Union africaine visant à restaurer cent millions d'hectares de terres d'ici à 2030. L'initiative est conduite par l'agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (New Partnership for Africa's Development, Nepad) de l'Union africaine, en partenariat avec vingt-sept pays participants, vingt-sept partenaires techniques et douze partenaires financiers. De fait, de toutes les plates-formes régionales du Défi de Bonn, l'AFR100 est celle connaissant le plus de succès, en contribuant pour plus de la moitié des engagements totaux actuels de cent soixante-dix millions d'hectares.

Josiane Mambou Loukoula

SALON SUR L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

Brazzaville s'apprête à accueillir la deuxième édition

L'événement, placé sous le haut patronage du Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, se tiendra à la mairie centrale sur le thème : « La réforme du système éducatif : quelle piste ? ».

La deuxième édition du salon sur l'orientation scolaire et professionnelle est organisée par la société Clavis Atlas services, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement technique, professionnel et de l'emploi. Elle a pour objectif de répondre efficacement aux attentes des étudiants en les écoutant et en les informant pour une meilleure orientation. L'autre enjeu sera que chaque élève et/ou étudiant puisse construire aisément son projet académique, en ayant connaissance de toutes les opportunités de filières d'études supérieures possibles; des conditions d'accès aux meilleures universités et grandes écoles à l'étranger;



des préparatifs aux différents concours; des formations continues et possibilités qui s'offrent aux professionnels (...). L'expérience de la société Clavis Atlas services en matière d'orientation, ses partenariats avec de grandes universités, des écoles et centres de formation, lui donnent aujourd'hui un statut d'acteur privilégié dans l'organisation des séjours académiques à l'étranger. À la suite de ses tournées dans les écoles, lycées et universités dans le monde et particulièrement en

Afrique, la société a constaté qu'il existe aujourd'hui un énorme déficit en matière d'orientation.

À noter qu'après Brazzaville, la même activité sera organisée du 15 au 17 octobre à la chambre de commerce et d'industrie de Pointe-Noire. La société Clavis Atlas services est une centrale de services à la disposition des personnes et des entreprises spécialisées, entre autres, dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Guillaume Ondzé

CANDIDATURE COMMUNE DE L'OPPOSITION

La carte se joue entre Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe

Les deux leaders ont débuté, cette semaine, des discussions en vue de dégager, à leur niveau, un accord avant de consulter les autres membres de la famille politique dont une bonne frange soutiendrait la candidature du fils biologique d'Etienne Tshisekedi.

Jusqu'aujourd'hui, aucune indication précise allant dans le sens de fixer l'opinion sur le candidat unique de l'opposition à la présidentielle du 23 décembre n'est perceptible. Et pourtant le temps presse. A près de trois mois de l'échéance, cette famille politique continue de tergiverser sur le choix de celui qui va défendre ses couleurs lors du challenge présidentiel. Si la cohésion est de mise en son sein car elle se présente actuellement plus unie que jamais, le suspense demeure encore entier quant au choix de son candidat unique, une problématique qui tend à se corser au fur et à mesure que s'égrène le temps. Tous ceux qui avaient effectué le déplacement du boulevard Triomphal, le 29 septembre dernier pour assister au meeting de l'opposition, sont rentrés quelque peu déçus. Leur soif n'a pas été étanchée à ce propos. Aucune date n'a été communiquée pour la tenue du conclave censée formaliser la candidature commune et le programme commun de l'opposition.

Les leaders présents ont semblé reléguer au second plan cette problématique, préférant mettre plus d'emphase

sur leur unité et leur cohésion alors que le public attendait le plébiscite de l'oiseau rare censé contrer le candidat de la « Kabilie ». Un lapsus d'Adolphe Muzito citant le nom de Félix Tshisekedi avait suffi pour mettre la puce à l'oreille de nombreux congolais pour qui, le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social passe déjà pour le candidat du consensus. Or c'était mettre la charrie avant le bœuf car rien n'a été encore décidé au niveau de l'opposition. Au lendemain du meeting, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe ont entamé des discussions en tête-à-tête pour tenter de trouver une issue à leur niveau avant de consulter les autres membres de la famille. Il va de soi qu'après l'invalidation de Jean-Pierre Bemba et le black out imposé à Moïse Katumbi, les deux leaders restent les seuls dans les rangs à même de réaliser le rêve de l'alternance démocratique. Le jeu devra donc se jouer entre ces deux personnalités, quitte à ce que l'un s'efface au profit de l'autre. Là-dessus, Félix Tshisekedi avait déclaré être flexible, c'est-à-dire prêt à se retirer si l'ensemble de l'opposition jetait son dévolu sur un autre candidat commun. A ce dernier, il ap-



Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi

porterait tout son soutien, avait-il indiqué. Pour l'heure, le fils biologique du « Sphinx de Limete » devra batailler dur pour surenchérir son offre politique et amener Vital Kamerhe au désistement avant d'espérer convaincre ses pairs par rapport à son profil et à ses atouts tout en leur donnant des garanties sûres. Rien n'est donc gagné d'avance et Félix Tshisekedi le sait.

Dans cette quête du candidat unique, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi auront à jouer les trouble-fêtes au regard du poids politique qu'incarne chacun d'eux. Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe ont intérêt à gagner leur confiance autant que celle de Freddy

Matungulu, Martin Fayulu, Adolphe Muzito et d'autres candidats de l'opposition, question de ratisser large dans la perspective de construire un consensus pouvant crédibiliser leur candidature. Toute voix, d'où qu'elle vienne, compte. Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe sont donc obligés de trouver à leur niveau un accord pour être moins ballottés par leurs partenaires écartés de la course à la présidentielle. Toutefois, le scénario catastrophe serait l'absence d'un consensus entre les deux leaders, ce qui ferait incontestablement le lit du candidat du Front commun pour le Congo à la présidentielle de décembre.

Alain Diao

MALNUTRITION

Six millions d'enfants de moins de 5 ans atteints chaque année en RDC

Le chiffre est révélé par les résultats d'une étude sur la cartographie des interventions dans le secteur de la nutrition. Ce qui montre à suffisance que le fléau demeure un problème de santé publique pour le pays.

Selon la directrice adjointe du Programme national de nutrition (Pronanut), Mme Nathalie, la République démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays au monde qui connaît le taux le plus élevé d'enfants malnutris. En termes de prévalence, ajoute-t-elle, la RDC est le 15^e pays. «Avec une prévalence à 43%, presque un enfant sur deux de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique en RDC», explique la directrice adjointe du Pronanut.

Au-delà de ses conséquences sur la santé de l'enfant, notamment la survenue des maladies, le retard de croissance voire la mort, la malnutrition est aussi un problème économique dans la me-



sure où elle aggrave la pauvreté de la population. Ce qui freine la croissance du pays. «La malnutrition coûte chaque année au pays un quart de son budget annuel, soit une perte économique de 1,147 milliard de dollars américains chaque année. Au total, 80% de provinces de la RDC sont affectées par la malnutrition. Environ 45% de décès d'enfants de moins de 5 ans sont dus à la malnutrition dans le pays», in-

dique Mme Nathalie. Un représentant du ministre de la Santé a, pour sa part, reconnu que cette cartographie est un véritable outil de plaidoyer à la fois à l'endroit du gouvernement et à ses partenaires « pour la mise en œuvre du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition dont les objectifs globaux visent notamment à renforcer le mécanisme de coordination des actions à entreprendre ». La mise en

place régulière de cette cartographie, a-t-il poursuivi, traduit la volonté du gouvernement congolais de faire de la nutrition une priorité. Ce qui, a-t-il expliqué, contribuera de façon sensible au développement socio-économique et à l'accélération du progrès en vue d'atteindre les objectifs internationaux et ceux en rapport avec le développement durable. Pour sa part, la représentante de l'Unicef, Ines Lezama, a souligné

que cette cartographie traduit la volonté de toutes les parties prenantes à améliorer la programmation stratégique, afin de réduire la malnutrition sous ses différentes formes sur le sol congolais.

Tout en invitant les autres partenaires à planifier régulièrement des solutions aux problèmes de nutrition qui touchent les femmes et les enfants dans le pays, Ines Lezama est convaincue qu'il est possible de changer la tendance sur le terrain, en mettant en œuvre des stratégies efficaces contre ce fléau qui mine l'avenir des enfants congolais. «Pour résoudre le problème de nutrition en RDC, nous devons tous améliorer nos investissements dans les actions clés de nutrition, en lien avec le Plan national stratégique multisectoriel de nutrition en vigueur. Ensemble, nous pouvons offrir aux enfants de la RDC l'opportunité d'être un réel capital humain pour le développement du pays», a-t-elle recommandé.

Blandine Lusimana

KANANGA

La Lucha condamne les massacres de Beni

Le mouvement citoyen a organisé, dans le chef-lieu du Kasai-Central, Kananga, une marche pacifique en vue de dénoncer les tueries qui se perpétuent dans cette partie du pays, à l'issue de laquelle un mémorandum a été remis au vice-gouverneur de cette province.

Le document remis le 1er octobre au vice-gouverneur Manrix Kabuanga dénonce les massacres commis récemment à Beni. Les militants du mouvement Lucha pour le changement (Lucha) ont également exhorté les autorités à sécuriser les personnes et leurs biens.

L'action a été initiée pour dire non aux tueries perpétrées par les présumés rebelles ADF à Beni et pour compatir au malheur des victimes. À cette même occasion, ce mouvement citoyen a aussi interpellé la mission onusienne en RDC, la Monusco, sur la nécessité de protéger les civils. « La Lucha Kananga exige la protection de la population et de ses biens. Elle propose qu'un arsenal militaire soit déployé à Beni pour mettre en déroute les pré-

sumés rebelles ADF. Elle interpelle la Monusco à mettre en application la mission qui lui

a été conférée par la résolution 2409 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le

volet de la protection des civils », a déclaré un des manifestants à radiookapi.net.

En réaction, le vice-gouverneur du Kasai-Central a salué le courage des militants de la Lucha qui, selon lui, se sont comportés en patriotes pour déplorer l'insécurité à Beni. « Nous prenons votre message en considération et vous promettons de le faire parvenir auprès des instances supérieures pour que l'on sache que les jeunes de la Lucha se sont engagés à dénoncer à haute voix les massacres de Beni », leur a-t-il assuré.

Cette marche est partie du rond-point 17-mai, en passant par le boulevard Lumumba jusqu'au cabinet du gouverneur. Aucun incident n'a été rapporté lors de cette manifestation autorisée par le maire de Kananga, a-t-on appris.



Les militants de la Lucha

Lucien Dianzenza

CAN 2019/RDC-ZIMBABWE

Tisserand, Tshibola, Mbemba, Kebano, Bolasia rappelés, Mpoku écarté

Le sélectionneur national des Léopards, Florent Ibenge, a rendu public le 1er octobre une liste des vingt-six joueurs retenus pour la double confrontation contre les Warriors.

Les deux équipes s'affronteront, d'abord le 13 octobre à Kinshasa, puis le 16 octobre à Harare, en troisième et quatrième journées du groupe G des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun 2019. L'on constate d'emblée sur la liste le nom du défenseur central Marcel Tisserand de Wolfsburg (Allemagne), absent de la sélection depuis la fin des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, ainsi que le retour de Chancel Mbemba de Porto (Portugal). Les deux joueurs étaient blessés. C'est aussi le cas de Neeskens Kebano de Fulham (Angleterre) qui revient, lui qui n'a pas été présent lors de la deuxième journée de ces éliminatoires contre les Lones Stars du Liberia.

Florent Ibenge a rappelé aussi le néo-international Aaron Tshibola de Kilmarnock (Ecosse). Trois joueurs ont été mis à l'écart, notamment Paul-José Mpoku du Standard de Liège et Jonathan Bolingi Mpangi d'Antwerp (Belgique) ainsi que Junior Kabananga d'Astana (Kazakhstan) et Britt Assombalonga de Middlebrough



Les Léopards de la RDC, le 9 septembre 2018, avant le coup d'envoi du match contre les Lones Stars du Liberia, à Monrovia.

en Championship anglaise.

La RDC, rappelons-le, est actuellement deuxième du groupe derrière justement le Liberia, après la victoire de la première journée en juin 2017 à Kinshasa contre les Diables rouges du Congo Brazzaville (trois buts à un) et le résultat à égalité, le 9 septembre dernier, à Monrovia, contre le Liberia (un but partout).

Les vingt-six convoqués

Les vingt-six joueurs convoqués sont donc les gardiens de but Nathan Mabruki (Daring club

Motema Pembe), Anthony Mossi Ngawi (Chiasso FC/D2 Suisse), Ley Matampi Mvumi (Al Ansar Medina/Arabie Saoudite). Les défenseurs appelés sont Jordan Ikoko (Guingamp/France), Arthur Masuaku (Westham/Angleterre), Wadol Djuma Shabani (V.Club), Yannick Bangala Litombo (V.Club), Djo Issama Mpeko (Mazembe), Christian Luyindama Nekadio (Standard de Liège/Belgique), Bobo Ungenda Muselele (Primeiro Do Agosto/Angola), Wilfried Abro Moke (Konyas-

por/Turquie) et Tisserand Marcel (Wolfsbourg/Allemagne).

Ibenge a fait confiance à six milieux de terrain pour cette rencontre, à savoir Fabrice Ngoma Luamba (V.Club), Nelson Munganga Omba (V.Club), Jacques Maghoma Ilonda (Birmingham City/D2 Angleterre), Neeskens Kebano (Fulham/Angleterre), Chancel Mbemba Mangulu (Porto/Portugal) et Aaron Tshibola (Kilmarnock/Ecosse) et Gaël Kakuta (Rayo Vallecano/Espagne).

Enfin, sept attaquants sont lis-

tés par le sélectionneur pour ce double face-à-face avec le Zimbabwe, dont Meschack Elia Lina (Mazembe), Cédric Bakambu (Beijing Gouan/Chine), Benik Afobe Tunani (Stoke City /D2 Angleterre), Chadrack Akolo (Stuttgart/ Allemagne), Jordan Botaka (Saint-Trond/Belgique), Yannick Bolasia Yala (Aston Villa/D2 Angleterre) et Jean-Marc Makusu (V.Club) qui est appelé pour la première fois chez les Léopards A.

Martin Enyimo

PREMIÈRE ÉDITION DU FESTIVAL DE LA MER

Les pêcheurs échangent sur les bonnes pratiques de leur profession

L'événement initié par l'ONG Renatura Congo a réuni, le 28 septembre dernier, au Centre d'appui à la pêche artisanale de Pointe-Noire (Capap), à la plage de Songolo vers la Raffinerie, les acteurs du domaine autour de diverses activités.

Le festival de la mer a pour objectif de célébrer la mer et de valoriser le métier de pêcheur. Sa première édition, annonçant les couleurs de la Journée internationale de la mer, célébrée le 30 septembre, a mis à l'honneur les pêcheurs artisans. L'activité patronnée par le ministère en charge de la Pêche et de l'aquaculture a été organisée en partenariat avec l'ONG La Bouée couronne, l'Association des patrons pêcheurs artisans du Congo, l'Association pour l'autopromotion des initiatives communautaires de pêche ainsi que l'ONG américaine de la protection de la vie sauvage WCS.

Cette première édition a bénéficié de l'appui de l'Union européenne. Elle a réuni les pêcheurs artisans autour de plusieurs activités dans les locaux du Capap et au niveau des stands érigés pour la circonstance. Il s'agissait notamment d'une exposition photos; d'un spectacle de musique avec l'artiste Ignace Tembè qui a sensibilisé les pêcheurs à la protection de l'environnement; une projection de film sur la pêche artisanale; un recyclage sur l'entretien et la maintenance des moteurs de pirogues. Un concours de dressage de filet a aussi été or-

ganisé. Il a été remporté par John Mavoungou, suivi de Jean Félix Goma et de Fall Mbaye. Les trois gagnants ont reçu des prix.

Les pêcheurs ont aussi échangé sur les bonnes pratiques de leur activité comme la pêche à la traîne et à la ligne; le respect des zones de pêche; de la taille des poissons (relâcher les petits poissons) et des espèces protégées; l'utilisation des feux de signalisation et également sur la sécurité en mer (port du gilet de sauvetage, équipement du bateau, à savoir bouée de secours, téléphone, feux de signalisation, fusée d'alerte, extincteur...).

Ces échanges ont eu lieu au cours d'une conférence-débat voulue par la Bouée Couronne car le constat fait est que bon nombre de pêcheurs artisans n'ont pas de connaissances sur les bonnes pratiques de leur métier (le nombre de noyade peut en attester). «*Etant donné qu'il s'agit d'une activité pratiquée de façon familiale, de père en fils, par exemple, les pêcheurs artisans apprennent sur le tas ce que les plus anciens leur transmettent et ces derniers n'ont, pour la plupart, jamais été sensibilisés ou informés de ces bonnes pratiques qui relèvent de la loi, dont tout un*



Une vue du site du Capap lors de la première édition du festival de la mer/Adiac

chacun n'est pas forcément informé », a expliqué Laurene Poli, directrice adjointe de Renatura. Et pour ce qui est des outils de sécurité en mer, elle a indiqué qu'au-delà du manque d'informations, c'est principalement le manque de ressources financières qui fait que les pêcheurs artisans ne sont pas équipés.

Une initiative louable

L'initiative de Renatura Congo (qui œuvre pour la préservation de la biodiversité et pour la protection des tortues marines) a été saluée par Patricia Mokobi Ebalé, représentante du directeur départemental de la Pêche et de l'aquaculture. «*Les pêcheurs artisans pratiquent une pêche dont l'impact sur l'environne-*

ment est relativement réduit, en comparaison à la pêche industrielle. Leur contribution à l'autosuffisance alimentaire est pourtant importante. Cette profession est bien souvent mal connue, voire dévalorisée. Mettre en valeur ce secteur et réfléchir avec les acteurs sur les bonnes pratiques de leur activité est la voie privilégiée pour l'émergence d'une pêche durable au Congo », a-t-elle souligné, dans son mot d'ouverture de l'activité.

Par ailleurs, évoquant la menace et la surexploitation des espèces halieutiques, elle a appelé à leur gestion raisonnable tout en rappelant la mission de leur ministère : «*Gérer raisonnablement les stocks halieutiques est notre*

responsabilité envers les générations à venir. Le ministère de la pêche a pour mission d'encadrer les prélèvements en mer et ainsi de contribuer à la durabilité des richesses disponibles. Pour cela, nous nous appuyons sur les acteurs locaux que sont les pêcheurs artisans». La représentante du directeur départemental de la pêche a aussi invité à une gestion durable de la mer qui a de nombreux avantages. Les pêcheurs se sont dit satisfaits de l'événement qui, pour eux, est «*une marque de considération de leur métier encore peu considéré dans le pays*». Ils ont aussi souhaité la pérennisation de ce festival.

**Lucie Prisca Condhet
N'Zinga**

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



EXPOSITION PHOTOS

Les œuvres de Robert Nzaou-Kissolo à l'honneur à la 2^e édition d'«En attendant votre pub, j'expose»

Le Congolais reconnu comme photographe de rue sera mis en lumière lors de l'événement, après Jussie Nsana et Christian Badibanga, honorés au cours de la première édition.

Les œuvres de Robert Nzaou-Kissolo, basé en Afrique du Sud, seront exposées dans des panneaux installés à travers la ville de Pointe-Noire. Cette exposition va valoriser la nourriture du pays, notamment légumes, fruits, légumineuses, saka saka, foubou ou coco (gnetum africanum), «mingués», noix de palme, courges, aubergines, chénilles et autres. Sur les photos de formats A0, A1 et A2, ces aliments accompagnent et décorent les portraits des personnes. Ces œuvres qui portent, en majorité, les noms des produits mis en valeur sont disponibles aussi en format cartes postales. Quinze des vingt-cinq photos seront exposées dans la ville pendant une année, avec possibilité d'achat dans des panneaux sucettes qui sont une œuvre de la société Atlas Congo, partenaire du



Une des photos de Robert Nzaou-Kissolo exposés dans un panneau

projet «En attendant votre pub, j'expose», représentée au vernissage par Olga Ombondo, la responsable commerciale. Cette durée peut être réduite pour certaines œuvres si le panneau est sollicité pour une publicité.

Le concept est né du constat que de nombreux panneaux publicitaires restaient vides pendant longtemps dans la ville. Sylvie Bayonne, directrice artistique de Matombi Productions, créatrice et productrice d'«En attendant votre pub, j'expose», dans le besoin de démocratiser la peinture et la photographie, a voulu faire profiter ces panneaux à la culture, aux artistes peintres et photographes. «L'objectif est de mettre la culture à la portée de tous, parce qu'il y a beaucoup de jeunes congolais qui sûrement s'intéressent à la peinture et à la photographie. Le concept permet à chaque Congolais d'être confronté à sa culture et aux artistes», a-t-elle expliqué. «En attendant votre pub, j'expose» donne aux artistes un autre espace d'exposition que celui attendu des galeries. «C'est

une exposition vue par tous et pour tous dans la rue», a-t-elle poursuivi.

Né à Nkayi, dans le département de la Bouenza, Robert Nzaou-Kissolo a découvert sa passion pour la photographie en 1990. L'artiste s'est spécialisé dans la photo de rue et des portraits principalement à Cap Town, en Afrique du Sud. Son travail a été présenté dans divers pays et en ligne. Il a eu le troisième prix objectif africa-Espagne 2017 et a déjà participé à des expositions collectives (IPS-Flowers of my soul, Italy 2016, Baardskeerdersbos Art route, Afrique du Sud en 2017, Baardskeerdersbos Art route, Afrique du Sud en 2018, Lumix festival for young photojournalism Hannover Allemagne en 2018, photoville-New-york, Etats-Unis, 2018. Il a aussi à son actif des expositions personnelles à la Fondation Basango centre culturel Pointe-Noire Congo 2015 sur le thème de «Fond Tié-Tié, Alliance française du cap», Me and Ms Lily Afrique du Sud 2018 et autres.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MUSIQUE

Thiphoidé Tarson s'apprête à frapper un grand coup

L'ancien musicien des orchestres Extra Musica Zangul et Universal Zangul est prêt à se lancer dans une carrière solo et annoncera officiellement cette nouvelle le 15 décembre, sur l'esplanade de Télé Congo Pointe-Noire, au cours d'un spectacle qu'il livrera à cet effet.

Doublement plébiscité meilleur animateur de la musique moderne par l'Association pour l'organisation et le suivi du marché de la musique au Congo en 2006

et 2007, à l'occasion des festivités marquant l'émulation de la musique congolaise organisées à Brazzaville, Thiphoidé Tarson n'est pas inconnu pour les férus de la musique moderne. Sa voix, sa tenue sur scène et ses animations ont toujours électrisé les mélomanes des deux Congo.

Après plusieurs années de scène dans différents orchestres du pays, Thiphoidé Tarson a décidé de se lancer dans une carrière solo pour donner une nouvelle dimension à sa vie d'artiste.



L'artiste musicien Thiphoidé Tarson/Adiac

Ainsi, le 15 décembre, devant le public ponténégrin, les autorités de la ville et ses mentors et collègues Sambadio, Oxy Oxygène, Rossen Yaourt, Bouldog, Yellow man, l'artiste musicien prêterra serment pour dire au public

qu'il peut évoluer désormais en solo comme ce petit oiseau qui a grandi et peut voler de ses propres ailes.

Le spectacle qui passera en direct sur les antennes de Télé Congo Pointe-Noire et sur les ondes de certaines radios locales sera aussi une occasion pour Thiphoidé Tarson de présenter son maxi single «Mon drapeau». L'œuvre comprend des titres comme «Mon drapeau»,

«Ligne de vie», «Ba jeux wana», «Les ngoulous».

Quand Thiphoidé embrasse la carrière musicale dans les années 1990, il est sous la férule de Sambadio et son orchestre Vivacité

Mélodia. Aux côtés du compositeur de la chanson «Tadi», il apprend et se perfectionne dans l'art musical. Sollicité par l'orchestre Super Océan, il va évoluer avec ce groupe avant d'être repéré par l'orchestre Extra Musica Zangul. Avec les porte-étendards de la musique congolaise à l'époque, il se fait un nom et ses animations font merveille. En dépit du réel succès et de la renommée dont jouit Extra Musica Zangul, l'orchestre n'est pas épargné par des dissensions internes. Plusieurs musiciens dont Thiphoidé Tarson jettent l'éponge et vont créer Universal Zangul, un groupe qui, malgré son éphémère existence, va laisser des empreintes indélébiles dans la mémoire des Congolais. Sept ans plus tard, les dissidents d'Universal Zangul créent Génération Zangul, un groupe dans lequel il sera nommé chargé de la discipline.

Hervé Brice Mampouya

**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**



Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109
E-mail: regie@lesdepêchesdebrazzavilles.fr
84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



COLLOQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Des experts échangent sur la « Vie et existence dans le Royaume Kongo »

Plusieurs thématiques allant de l'histoire à la littérature en passant par l'anthropologie, la philosophie, l'économie et autres sont au centre du rendez-vous de la communauté scientifique qui se tient du 2 au 3 octobre au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza. La cérémonie d'ouverture a été placée sous les auspices du Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba.

La cérémonie a été marquée par de nombreuses allocutions, dont celle de la secrétaire d'État chargée de la Culture de la République d'Angola, Maria da Piedade de Jesus, qui intervenait après le mot de bienvenue du maire de Brazzaville, Christian Okemba. Maria da Piedade de Jesus a indiqué que l'histoire de l'ancien Royaume du Kongo ainsi que certains aspects de son organisation sociopolitique et économique ne sont pas encore totalement connus, bien que plusieurs études développées sur le sujet existent. Ce qui limite, selon elle, la connaissance sur la richesse et la diversité culturelle de cet important royaume fondé mythiquement au XIIIe siècle par le roi Nimi Lukeni.

Les frontières géographiques imposées pendant la période coloniale et ayant fractionné ce grand royaume en quatre territoires (Angola, Congo, RDC et Gabon) d'une part, et le phénomène de la traite négrière au XVe siècle, d'autre part, ont eu un impact sur le renforcement de véritables liens culturels et historiques entre les peuples Kongo, habitant non seulement sur le continent africain mais également dans les Amériques et les Caraïbes, a-t-elle signifié, rappelant que dans les Amériques et les Caraïbes, l'on retrouve une bonne portion de la population de la diaspora Kongo...

Le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, a, pour sa part, rappelé à l'auditoire la cérémonie d'hommage au sergent Malamine Camara, organisée avec un éclat particulier, le 29 avril dernier, sur l'esplanade du Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza. Cet événement, a souligné le ministre, visait à faire triompher l'histoire des contingences et de l'amnésie des hommes. Sur cette même fibre historique, a-t-il poursuivi, la communauté scientifique africaine se retrouve au même endroit, pour un colloque axé sur le passé précolonial de la sous-région Afrique centrale, en vue de mieux s'éclairer dans l'approche d'une question d'actualité, à savoir le vivre ensemble.

Ce colloque organisé par le mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, en collaboration avec les chercheurs de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université Marien-Ngouabi,



Une vue des officiels au colloque scientifique sur le Royaume Kongo (Adiac)

vient à point nommé, car à partir de la vie et de l'existence dans le royaume Kongo, une réflexion globale et pertinente sera menée sur un sujet de grand intérêt : celui du vivre ensemble.

L'une des institutions ayant participé activement à la préparation de ce colloque, l'Unesco, par la voix de son représentant au Gabon et au Congo, Vincenzo Fazzino, a félicité la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, Bélanda Ayessa, pour cette initiative qui met en valeur

Royaume Kongo, a-t-il soutenu, sont encore présents dans différents pays de ce bassin, notamment l'Angola, la République du Congo, la République démocratique du Congo (RDC) et le Gabon.

Vincenzo Fazzino a précisé que son institution porte un intérêt particulier à l'objet de ce colloque, en raison de son mandat sur l'éducation, la science et la culture ainsi que d'un ensemble de programmes et d'instruments juridiques développés depuis sa

continents, avec un accent particulier sur les apports africains aux autres civilisations, dans le jeu des échanges mutuels.

Une manière de relire l'histoire

Ouvrant le colloque, Bélanda Ayessa, en sa qualité de marraine, a expliqué que l'idée d'organiser cet événement est née au détour des échanges très instructifs autour d'une entité mémorable de l'histoire du Congo. Un groupe de scientifiques de l'université Marien-Ngouabi pensant que ce serait l'occasion de relire cette histoire, d'en étendre la compréhension commune aux pays frères et, finalement, d'en assumer les implications au-delà des restrictions de ce qu'on peut nommer les exigences de la modernité postcoloniale. Ainsi, s'est matérialisé ce colloque scientifique international sur la « Vie et existence dans le Royaume Kongo ».

L'abondante littérature sur la question, livrée à la postérité depuis plus d'un siècle, atteste de la richesse et de la portée significative du Royaume Kongo. « A cet égard, le colloque qui s'ouvre aujourd'hui témoigne de la nécessité de maintenir avec l'histoire une relation suivie, intelligible et productive. Car la vie et l'existence, quand on les pense dans leurs insertions dans l'histoire, se déploient en synergie de sens et se définissent comme source nourricière et sève d'épanouissement », a-t-elle conclu.

Bruno Okokana

« À cet égard, le colloque qui s'ouvre aujourd'hui témoigne de la nécessité de maintenir avec l'histoire une relation suivie, intelligible et productive. Car la vie et l'existence, quand on les pense dans leurs insertions dans l'histoire, se déploient en synergie de sens et se définissent comme source nourricière et sève d'épanouissement »

un aspect de l'histoire des civilisations africaines constituant le fondement de l'identité des peuples et des nations qui évoluent ensemble dans le bassin du fleuve Congo. Les traces et vestiges du

création. Il a ajouté que le programme de l'histoire générale de l'Afrique, avec ses neuf volumes, met en lumière depuis 1964, l'unité historique de l'Afrique et les relations de celle-ci avec les autres